

Vers la « démocratie directe »

Toussaint Codaccioni, chargé d'organiser les assises populaires avant la fin de l'année, souhaite mettre fin au déficit de citoyenneté

Toussaint Codaccioni est un pur produit de la gauche différente. Vieux briscard du combat syndical, il s'apprête à mettre en oeuvre, au sein de la nouvelle majorité communale, ses principes moraux et ses aspirations d'homme attaché à rendre au contrat social ses lettres de noblesse. Membre du Mouvement des Citoyens, il se reconnaît dans les principes développés par Jean-Pierre Chevènement : tolérance, refus de l'argent-roi, patriotisme sans étroitesse chauvine, coeur ancré définitivement du côté des prolétaires, des employés, des humbles et des démunis mais capacité d'ouverture. Toussaint Codaccioni, encore ému par la victoire de la liste Maurice Paul à laquelle il n'aura pas peu contribué, sait qu'une rude tâche l'attend : instaurer cette démocratie directe promise durant la campagne par l'équipe "faire du neuf pour La Seyne".

LORS de son élection, dimanche matin, Maurice Paul a rappelé que l'organisation d'assises populaires avant la fin de l'année constituait l'une de ses priorités. Toussaint Codaccioni, par ailleurs titulaire de la délégation à l'Etat-civil et aux élections, est chargé officiellement de les préparer. Il explique ci-dessous dans quel esprit il aborde ce dossier.

"NOUS IRONS JUSQU'AU BOUT"

Var-Matin : La démocratie locale, c'est séduisant mais



Toussaint Codaccioni : pour une politique ambitieuse.

cela se résume trop souvent à une formule.

Toussaint Codaccioni : "Oui et c'est justement ce que nous voulons absolument éviter. Pas question de leurrer les Seynois. Nous irons jusqu'au bout dans ce domaine ; nous voulons que les citoyens prennent en charge les destinées de la cité. Cela ne sera pas simple à mettre en oeuvre mais nous nous apprêtons à jeter les premières bases. En fait le projet devra prendre corps avant les grands départs en vacances pour que nous soyons vraiment opérationnels dès la rentrée."

V. M. : Mais comment organise-t-on des assises de cette sorte ?

T. C. : "Cela passe par la constitution d'un groupe que nous avons appelé tour à tour l'interface entre élus et citoyens - ce qui fait un peu trop jargon informatique - ou encore observatoire communal, ce que je trouve trop pompeux. En fait, je préfère parler d'un groupe de travail qui réunira environ 60 personnes représentatives de tous le tissu seynois, je dis bien tout : acteurs économiques et sociaux, syndicalistes, animateurs de la vie associative, adhérents des comités d'intérêt local de tous les quartiers, sportifs, gens de culture, responsables culturels, enseignants, parents d'élèves, délégués de la fonction territoriale donc de l'administration... Cette liste n'est pas exhaustive. Nous ne voulons oublier personne."



Redonner la parole à la population (ici, l'une des dernières grèves pour les chantiers navals en 1986). (Photos archives et S. Doussot)

CONTRE L'EXERCICE SOLITAIRE DU POUVOIR

V. M. : Quel sera le rôle de ce groupe ?

T. C. : "De faire des propositions précises au conseil municipal d'une part mais surtout il empêchera, par sa seule existence, toute tendance à l'exercice solitaire du pouvoir. Les élus les mieux intentionnés, absorbés par leurs multiples tâches, s'éloignent parfois des réalités. Cela peut se comprendre : un maire obsédé par des problèmes budgétaires peut en arriver à négliger l'état des trottoirs ou tenir pour secondaire la montée de la petite délinquance voire des questions de stationnement. Or, la vie quotidienne est faite de cela. Grâce à l'outil que nous allons forger, les élus ne risqueront plus d'être coupés de la population et de ne pas voir ce qui préoccupe celle-ci. Il ne s'agit-là que d'un aspect mais il me paraît très important. A tout moment la population doit rester en phase avec les édiles et vice-versa."

V. M. : Et les assises ?

T. C. : "Maurice Paul a rappelé qu'elles se tiendraient avant la fin de l'année et pour résoudre des questions importantes comme par exemple arrêter collectivement les grandes lignes du budget. Voilà de la démocratie directe ou je ne m'y connais pas. Bien entendu cela suppose un gros travail de préparation car ces assises revêtiront une tout autre ampleur que la réunion du groupe de travail. Il ne m'est pas possible d'entrer encore dans les détails puisque tout reste à inventer mais on peut envisager qu'entre 600 et 1.000 personnes y participeront."

ALLER PLUS LOIN

V. M. : Vous parlez d'inventer, n'existe-t-il pas d'expériences analogues ?

T. C. : "Si, mais à une échelle moins ambitieuse. Je pense à ce qu'a tenté Roland Carraz, ancien secrétaire d'Etat, proche de Jean-Pierre Chevènement, dans sa mairie de Chenôve, près de Dijon. Il a ouvert avec succès une maison du citoyen. A Nan-

tes, les élus ont systématisé les échanges entre les élus, les salariés de la fonction publique territoriale et les représentants de la population. Cela a donné aussi de bons résultats. A La Seyne, nous souhaitons aller plus loin. Pas par vanité mais parce que la situation locale nous paraît exiger une démarche de cet ordre. Les habitants de cette ville sinistrée ont été jusqu'ici écartés de toutes les décisions. A l'époque de la prospérité économique, disons-le, on pouvait s'en accommoder. Cela me semble impossible aujourd'hui dans une situation de crise grave et, hélas, sans doute durable. Cette crise se double d'un déficit de citoyenneté. C'est à cela qu'il convient, sur des bases républicaines, de mettre fin. Voyez-vous si, dans 6 ans, à l'heure où je prendrai ma retraite d'élus et de syndicaliste, je puis me dire que j'ai contribué à rapprocher les citoyens des affaires publiques, alors j'aurai le sentiment du devoir accompli et je serai un retraité heureux.

Propos recueillis
par Bernard OUSTRIERES